

Le Hamas, quelle [véritable] menace ?

Quelles sont historiquement la position et les relations du Hamas vis-à-vis d'Israël ?

Jean-François Legrain : Au-delà d'une radicalité dans les principes, le pragmatisme a toujours caractérisé l'attitude du Hamas. Son histoire met en regard – en tous cas jusqu'en mai 2017 avec la publication de son « Document sur les principes généraux et les politiques » – un invariant idéologique avec les mutations cumulatives (et réversibles) de son engagement dans les domaines associatif, anti-Israélien et politique. Ces mutations sont elles-mêmes constitutives d'autant d'étapes de son histoire. L'invariant idéologique se base sur une certaine lecture du Coran. Confrontés au politique palestinien, ces invariants « religieux » ont donné lieu à deux approches elles-mêmes invariables : 1°) Négocier la frontière reviendrait à renier l'islamité de la Palestine, d'où le refus de la légitimité du partage de 1947. L'acceptation d'un État selon les lignes du cessez-le-feu de 1949, en revanche, n'est que l'expression, objective mais réversible, d'un simple rapport de forces d'où la

légitimité d'un armistice *de facto* sans reconnaissance *de jure* d'Israël. 2°) Négocier le dossier des prisonniers, en revanche, et, demain, celui des réfugiés s'impose puisqu'il relève de l'impératif de la défense du bien commun et de la sauvegarde du croyant et de sa communauté.

La mise en œuvre de ces invariants durant les dernières décennies a donné lieu à une série de mutations. La période 1946-1987 a ainsi accordé l'exclusivité à l'associatif de la part de l'Association palestinienne des Frères musulmans dont le Hamas est issu, et qui constitue sa matrice identitaire (même s'il renonce à mettre en avant cette filiation aujourd'hui). La prédication constitue alors l'alpha et l'oméga de ses activités.

Le déclenchement de l'Intifada en 1987 a ouvert une nouvelle période au cours de laquelle la mobilisation anti-Israélienne a été associée à la prédication, une association traduite par la fondation du Hamas. L'entrée dans la lutte nationale (et sa poursuite ultérieure) s'est inscrite à eux par les menaces que leur quietisme

Entretien avec **Jean-François Legrain**, chercheur à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) du CNRS/Aix-Marseille Université.

faisait peser sur leur existence même en tant que mouvement de prédication.

L'entrée du Hamas dans la conquête institutionnelle du pouvoir et l'immédiate mise à l'épreuve nationale et internationale du fait de sa victoire aux élections législatives de 2006 l'ont conduit à intégrer et associer la gestion du pouvoir à son engagement anti-Israélien antérieur. Une fois encore, il s'agissait de mener une gestion raisonnée de ces deux engagements, assujettis qu'ils étaient à la préservation de la prédication. Ainsi le Hamas n'hésitait pas à observer une série de trêves dans la continuité de son approche de la mobilisation anti-Israélienne manifestée durant la période antérieure à son entrée en politique : un pragmatisme né des règles sunnites classiques qui conditionnent le djihad armé à l'intérêt de la communauté.

Photo ci-dessous : Le 31 janvier 2017, dans la ville de Rafah, dans le Sud de la bande de Gaza, des membres de l'aile militaire du Hamas participent à un mémorial pour Mohamed Zouari, expert tunisien spécialisé dans le développement des drones – assassiné au volant de sa voiture en décembre 2016. Le Hamas accuse Israël d'être responsable de ce meurtre. (© AFP/Said Khatib)



Jusqu'à l'amendement de sa charte en 2017, le Hamas prônait la destruction de l'État d'Israël et l'instauration d'un État islamique palestinien sur tout le territoire de l'ancienne Palestine mandataire. Comme expliquer les récentes évolutions de la position du Hamas ?

Cette position est toujours la sienne, même si la caractérisation d'islamique n'est pas clairement associée à sa revendication de l'État. Le nouveau Document, en effet, s'inscrit dans la continuité la plus totale, en matière de conflit avec Israël, avec les déclarations des années 1990 du cheikh Ahmed Yassine, le fondateur du Hamas, et celles de ses successeurs. Même si les commentaires et polémiques ont majoritairement porté sur de prétendus changements en la matière, la métamorphose du Hamas est à aller chercher dans la nouvelle définition qu'il se donne de lui-même : « un mouvement palestinien de libération et de résistance national et islamique ». Son approche de lui-même et du conflit israélo-palestinien est pour ainsi dire sécularisée.



Photo ci-dessus : Le 18 août 2014, un soldat israélien surveille un tunnel creusé par le Hamas dans la bande de Gaza. Si le Premier ministre israélien rappelait en 2016 qu'Israël « continuera à agir à chaque fois que cela sera nécessaire pour détecter et prévenir la menace des tunnels dans le Sud », des responsables militaires israéliens estimaient en février 2017 que le réseau de tunnels transfrontaliers du Hamas et son arsenal de missiles ont été totalement reconstitués. (© Israel Defense Forces)

L'actuel Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, considère le Hamas comme l'un des plus grands ennemis du pays avec le Hezbollah libanais. En 2014, il déclarait même que « L'État islamique et le Hamas sont les deux branches d'un même arbre empoisonné ». Quelle est la position du gouvernement israélien actuel vis-à-vis du Hamas ?

Les déclarations masquent parfois la réalité plus qu'elles ne l'expriment. En ce qui concerne le Hamas, en tous cas, Israël a toujours joué de l'ambiguïté dans ses relations avec le mouvement islamiste tant le mot d'ordre du « diviser pour régner » les a toujours façonnées. Dès les années 1980, l'Association des Frères musulmans a joui d'une latitude totale pour enraciner son réseau associatif quand les militants des diverses organisations nationalistes faisaient l'objet d'une répression systématique. La scène politique palestinienne s'en est retrouvée ensuite profondément divisée. Cette « bienveillance » s'est poursuivie même après la création du Hamas qui, pourtant, rompait avec le retrait des Frères de la lutte nationale. En dépit d'une répression menée à partir de 1989, suite à l'enlèvement et l'assassinat d'Israéliens, Israël a continué à jouer la carte islamiste dans l'éradication de la revendication nationale palestinienne.



Photo ci-contre : C'est après un processus interne complexe de quatre mois qu'Ismaïel Haniyeh a pris la tête du bureau politique du Hamas en mai dernier, succédant à Khaled Mechaal, qui occupait ce poste depuis 1996. Détenu à plusieurs reprises par les Israéliens dans les années 1980, il est considéré comme une figure pragmatique. (© Joe Catron)



Le retrait unilatéral de Gaza mené en 2005 sur l'ordre du Premier ministre Ariel Sharon procédait de la même logique : casser l'unité des territoires occupés en 1967 (déjà amputés de Jérusalem-Est) pour lézarder la revendication nationale. Il s'agissait toujours et encore de poursuivre, grâce à des amendements successifs, la politique initiée lors de la Conférence de Madrid de 1991 par le Premier ministre Yitzhak Shamir : jouer la carte des négociations pour les négociations sans jamais les faire déboucher sur un accord sur le fond tout en poursuivant activement la colonisation. Plus que la question de l'État de Palestine, c'est celle de sa souveraineté, de Jérusalem et des réfugiés qu'Israël ne veut pas voir tranchée.

La prise de pouvoir exclusif du Hamas en 2007 à Gaza ne pouvait que contenter Israël, tant les forces de sécurité nationalistes étaient incapables d'y assurer l'ordre. Le pouvoir qu'y exerce le Hamas depuis cette date peut être caractérisé en termes de « concession » faite par le gouvernement israélien. Et le Hamas s'acquitte en général plutôt efficacement de la tâche de réduire au niveau le plus bas les tensions sur la frontière. Les opérations israéliennes ne visent ainsi qu'à rétablir la dissuasion militaire lorsque celle-ci est jugée émue tout en confirmant cette concession. Cible des salafistes se revendiquant de Daech, le Hamas les combat et fait ainsi de Gaza un sas entre le Sinaï et sa frontière sud.

Dans quelle mesure le Hamas constitue-t-il une menace à la sécurité israélienne aujourd'hui ?

Cette menace est réduite, même si les capacités du Hamas sont en constante amélioration. Ses unités ne sont en rien comparables en matière d'effectifs et d'armement à une armée d'État. Elles sont néanmoins capables en période de tension de briser la normalité du quotidien israélien, comme on a pu le constater lors des dernières guerres menées contre Gaza.

Alors que le Hamas contrôle la bande de Gaza, Israël s'inquiète-t-elle de son éventuelle montée en puissance en Cisjordanie, notamment auprès des jeunes ?

La lutte contre toute montée en puissance du Hamas en Cisjordanie est quotidienne, menée par les services de sécurité de l'Autorité palestinienne en pleine coordination avec les services israéliens. Les arrestations, massives, sont menées par les Palestiniens quand les éliminations sont plutôt le fait des unités camouflées

israéliennes. Son tissu associatif est passé en quasi-clandestinité depuis la fermeture administrative de ses structures par un décret présidentiel émis en 2007 dans la foulée de la prise de contrôle exclusive de Gaza. L'efficacité de cet ensemble de mesures est cependant limitée, comme en témoigne la victoire du Hamas lors des élections étudiantes de l'université de Bir Zeit, tenues début mai.

Photo ci-contre : Le 2 mai 2017, le nouveau chef du Hamas à Gaza, Yehya al-Sinwar, participe à un rassemblement à Gaza dans le cadre de la présentation du nouveau document politique du Hamas. En Israël, l'élection de ce proche des Brigades Ezzedine el-Qassam, qui a été détenu pendant 22 ans dans les prisons israéliennes, fut commentée comme le signe d'une inquiétante radicalisation. (© Xinhua/Wissam Nassar)

Entretien réalisé par Thomas Delage le 14 mai 2017